



Les réactions continuent de pleuvoir plus d'une semaine après le séjour mouvementée du président Biya à Genève en Suisse.

Dans une tribune publiée dans les réseaux sociaux, l'agrégé de droit public et de science politique, le Pr Narcisse Mouelle Kombi, ministère des Sports et de l'Education physique, s'insurge contre la Brigade-Abti-Sardinards(BAS), nom de cette organisation née au sein des diasporas camerounaises, farouchement opposée au régime de Yaoundé. Le membre du gouvernement rappelle à la BAS l'inviolabilité et la sacralité de la fonction présidentielle.

237actu.com propose la lecture intégrale de cette tribune.

IMMUNITÉ, INVOLABILITÉ ET SACRALITÉ DU CHEF DE L'ÉTAT HALTE AUX CRIMES DE LESE-MAJESTE Par Narcisse MOUELLE KOMBI,

Professeur des Universités et Ecrivain. Agrégé de Droit public et Science Politique.

« Pourquoi ce tumulte parmi les nations, ces vaines pensées parmi les peuples? » Pourquoi ce vacarme et ce tintamarre entre frères et sœurs d'une même nation, ces comportements antipatriotiques de la part de certains CAMEROUNAIS ? Pourrait-on dire en paraphrasant le Psalmiste.

Les faits sont là, hélas malheureux et malencontreux. Depuis un certain temps, nous assistons à un déchainement de passions violentes et d'agressivité, à une exacerbation des contradictions sur fond de tribalisme et de replis identitaires. Nous sommes témoins d'une radicalisation des oppositions, et des divergences entre certains compatriotes, sur fond de haine. La haine, ce poison de l'âme.

La haine, cette gangrène des sociétés. Ce vecteur de conflits et de violences. Les réseaux sociaux sont le théâtre de joutes verbales, d'invectives assassines et d'empoignades oratoires entre Camerounais dont certains n'hésitent pas à utiliser des accents belliqueux contre leurs frères et comble de l'ignominie, quelques-uns en appellent au génocide d'un groupe ethnique et à la guerre civile.

Il y a certes là l'une des dérives de ce que les sociologues des TIC appellent la "société bavarde". Cette société où, au débat on préfère le combat, à l'argumentaire on préfère la colère et au désaccord, la détestation et la vindicte. Mais alors dans ce contexte, selon Jean Pierre Le Goff, les seuils, même les plus périlleux, à l'instar du terrorisme et des crimes de masse, sont vite franchis, tandis que les "bavards" ne font que discuter en amont des seuils. C'est-à-dire, sans prendre l'exacte mesure de la dangerosité de la situation et de la gravité de la réalité. Plus préoccupant encore, des groupuscules extrémistes se sont mis en mouvement et s'attaquent quotidiennement, sur la toile, au Chef de l'Etat et Président élu du peuple camerounais.

Ceci sans lésiner sur les injures, insultes, offenses, médisances, calomnies, diffamations, mensonges et autres procédés scandaleux. Procédés qui n'honorent pas leurs auteurs. En effet, en démocratie, le souverain est autant figure individuelle : l'Elu ; et figure collective : le Peuple. Insulter l'Elu, c'est insulter le Peuple qui l'a élu. Tout récemment à Genève, un groupuscule se réclamant d'une certaine « Brigade anti-sardinards » et qui exprime sans nuances sa proximité avec un parti politique légalement constitué au Cameroun, est allé prendre d'assaut un établissement hôtelier privé où séjournait le couple présidentiel, avec l'intention de l'en déloger, de le capturer et d'exercer des voies de fait sur la personne du Président Paul Biya. Il a fallu, pour leur faire face, une réaction vive et spontanée de compatriotes fidèles au Chef de l'État et aux institutions républicaines qu'il incarne. Cette manifestation a mis en branle les autorités et responsables du maintien de l'ordre de cette ville siège de nombreuses institutions internationales. Ces échauffourées ont suscité une vive indignation de la part des esprits ayant encore un sens de l'honneur et de la dignité, ayant du respect pour le droit interne et international et aussi un minimum de considération pour nos valeurs traditionnelles africaines.

LE CHEF DE L'ETAT, UNE FIGURE SYMBOLIQUE, EMBLEMATIQUE ET SACREE

Les actes susmentionnés sont intolérables, inadmissibles, et à bien des égards répréhensibles. Ils le sont d'autant plus qu'ils sont attentatoires à la dignité de la fonction présidentielle et surtout à la sacralité de la figure souveraine et majestueuse du Chef de l'Etat. La figure présidentielle est symbolique et emblématique. Elle est le symbole vivant, la personification, l'incarnation de l'État. Elle est l'emblème, la figuration de la nation et la représentation suprême et plénipotentiaire du pays à l'échelle internationale.

La constitution du Cameroun fait du Président de la République, le Chef de l'État, le Chef des armées, le garant de l'indépendance de la nation et de l'intégrité territoriale, de l'unité et de l'indivisibilité de l'État. Il est le souverain chargé de vouloir et de pouvoir pour la nation tout entière.

Le pouvoir que détient et exerce le Président Paul Biya a un fondement religieux, un fond traditionnel, et des fondations juridiques solides. En tant que Chef, son autorité naît à la conjonction d'une sélection divine, d'une élection démocratique et d'une consécration juridique. Bien sûr, nous ne perdons pas de vue la distinction classique établie par le sociologue allemand Max Weber entre les légitimités traditionnelle, charismatique et légale rationnelle. Seulement, il se trouve qu'en Afrique, comme ailleurs dans le monde, un chef peut concentrer en lui, intuitu personae et ex officio, ces trois légitimités. Le Président BIYA en est un exemple éclatant. Lui qui, tirant son pouvoir d'une élection démocratique
